

18 JUIN 2013

not. 18/6  
désormais, ils ne parlent  
que d'eux...

ARRAS, le 10 JUIN 2013

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES  
PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Direction du  
Développement Durable  
Service des Espaces  
Naturels et de la Randonnée

Dossier suivi par :  
Dorine ALLART

Tél : 03.21.21.67.05  
Fax : 03.21.21.62.21  
allart.dorine@cg62.fr

Monsieur Dominique BUR  
Préfet de Région  
Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement Nord-Pas-Calais  
44 rue de Tournai  
59019 LILLE CEDEX

Réf : DA/RL

Monsieur le Préfet de Région,

Par courrier en date du 15 mars 2013, en application de l'article L 371-3 du Code de l'Environnement, vous sollicitez l'avis du Département sur le Schéma Régional de Cohérence Ecologique dénommé pour la Région Nord-Pas-de-Calais le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Trame verte et Bleue (SRCE-TVBS).

J'ai l'honneur de vous informer que la Commission Environnement et Développement Durable du Conseil Général a examiné ce dossier lors de sa réunion du 6 mai.

La Commission souligne que le Département adhère à ce projet, et précise un certain nombre de points :

**Au titre de ses compétences :**

**Les Espaces Naturels Sensibles**

Le Département du Pas de Calais souhaite apporter un éclairage sur les résultats de sa politique en matière d'Espaces Naturels Sensibles qui contribue à la mise en œuvre du SRCE. Les documents mentionnent tout l'intérêt de cette politique pour constituer les réservoirs de biodiversité alors que les résultats de cette politique ne semblent que partiellement ou indirectement intégrés. Or, 8 500 ha sont classés en zone de préemption départementale et 5 395 ha bénéficient du statut d'Espaces Naturels Sensibles. Ceux-ci sont répartis de la manière suivante:

- 1 571 ha en propriété départementale ;
- 3 169 ha en propriété du Conservatoire du Littoral ;
- 290 ha du Domaine Public Maritime ;
- 330 ha de terrains communaux ;
- 25 ha de terrains privés.

Les propriétés départementales sont mises à disposition du syndicat mixte EDEN 62 qui gère également les autres propriétés. Outre l'importance de l'action départementale en surface, il convient d'apporter quelques précisions plus qualitatives. En effet, cette politique départementale concerne à ce jour 1 Grand Site, 3 Réserves Naturelles Nationales sur les 4 qui existent en Pas-de-Calais (Le Platier d'Oye, la Baie de Canche, le Romelaëre), 2 Réserves Naturelles Régionales (Condette, Plateau des Landes), 4 Sites faisant l'objet d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (Guînes, Pinchonvales, Plateau des Landes, Fort Vert), 10 sites classés (Blanc Nez, Noires Mottes, Fond Pignon, Mont Hubert, Motte du Bourg, Marais de Tardingen, Courtes Dunes, Gris Nez, Slack, Pointe aux Oies), 3 Sites Inscrits (Carrière du Phare, Bois d'Haringzelle, Romelaëre), 1 monument historique (La Chapelle de Guémy).

Dans les ENS du Pas-de-Calais sont présentes :

- 287 espèces d'oiseaux dont 152 nicheuses, 22 espèces inscrites à l'Annexe I de la Directive européenne Oiseaux ;
- 11 espèces de chauves souris sur les 21 connues au plan régional ;
- 12 espèces d'amphibiens sur les 15 connues au niveau régional ;
- 5 espèces de reptiles sur les 5 connues au niveau régional ;
- 117 espèces de plantes protégées au niveau régional (sur 208 en région) et une douzaine au niveau national (sur 55 en région) dont 4 espèces font l'objet d'un plan de conservation national.

Sur 8 500 ha classés en zone de préemption, 7900 ha environ constituent des cœurs de biodiversité identifiés au SRCE et sur 5395 ha classés ENS, 5 300 ha sont également repris dans les cœurs de biodiversité du SRCE.

Tous les sites font l'objet de plans de gestion qui fixent les objectifs en matière d'amélioration de la biodiversité. Le syndicat mixte EDEN 62 y développe des actions de restauration, d'entretien, d'aménagement, d'amélioration de la connaissance.

Il travaille également dans un objectif d'accueil du public et celui-ci est toujours maîtrisé et raisonné pour assurer le bon fonctionnement écologique des sites.

Par ailleurs le Département a engagé la réalisation d'un atlas et d'un schéma des espaces naturels du Pas-de-Calais, pour la déclinaison départementale de la trame verte et bleue. Cette étude consiste à dresser l'inventaire et à définir une stratégie foncière pour les espaces naturels du Pas-de-Calais. L'inventaire des espaces naturels du Pas-de-Calais et leur hiérarchisation sont en cours de réalisation. La démarche intègre les données du SRCE. Des résultats opérationnels sont attendus puisque l'étude vise à définir les outils mobilisables pour la maîtrise foncière des espaces naturels. L'étude « atlas et schéma des espaces naturels du Pas-de-Calais » est cofinancée par l'union européenne (fonds européen de développement régional).

### **Le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)**

Le PDIPR en tant qu'outil de protection des chemins ruraux favorise le maintien de certains corridors écologiques, par exemple les 75 km d'anciennes voies ferrées dont le Département est propriétaire et gestionnaire. Le Département y développe avec ses partenaires des actions en faveur de la biodiversité (actions en faveur de la vipère péliade sur l'ancienne voie ferrée entre Auxi le Château et Bernâtre).

### **Au titre de l'aménagement foncier :**

La question des usages du foncier est une condition de réussite de la mise en œuvre du SRCE-TVB, dans le cadre d'une gestion économe et équilibrée des sols. C'est pourquoi à côté de son outil ENS, le Département mène une réflexion sur les outils relevant de l'aménagement foncier qui pourrait permettre de construire l'infrastructure écologique.

**L'aménagement foncier** rural est une compétence du Département qui s'exerce avec trois objectifs principaux : l'amélioration des conditions

d'exploitation des propriétés rurales agricoles ou forestières, la mise en valeur des espaces naturels ruraux et l'aménagement du territoire communal. A ce titre et dans un cadre réglementaire contraint, ces opérations permettent de prendre en compte différents objectifs environnementaux dont la réalisation est facilitée par la réorganisation du parcellaire et la possibilité de créer des emprises foncières collectives. Les travaux connexes complètent cette procédure, le soutien financier du Département étant particulièrement important sur les travaux à objectifs environnementaux (taux de 80 % du montant HT). A noter que le Département envisage de relancer cette politique sur une nouvelle génération de projets d'aménagement foncier (aménagement foncier Haute Qualité Environnementale) dans lesquels le volet environnemental serait particulièrement important. Ces opérations seraient ainsi prioritairement engagées lorsque les objectifs environnementaux (lutte contre l'érosion et les inondations, protection de captages, paysage, corridors écologiques ...) constitueraient un enjeu important du territoire. Ces opérations sont mises en place à la demande des agriculteurs et des conseils municipaux.

Dans le cadre de cette compétence, le Département a engagé sur le territoire de la Communauté de Communes des Trois Pays une expérimentation sur l'outil « Périmètre de Protection des Espaces Agricoles Naturels Périurbains » qui pourrait contribuer à prendre en compte la biodiversité dans les territoires périurbains.

Les dispositions prévues par le Code de l'Urbanisme, qui permettent de garantir très durablement le caractère agricole et naturel de certaines zones périurbaines, constituent de fait un excellent outil de lutte contre la consommation d'espaces agricoles et naturels et contre la fragmentation des milieux.

Au delà de ce premier objectif de maintien très durable du caractère agricole ou naturel de ces zones, un programme d'actions peut être engagé pour favoriser certaines orientations de gestion. C'est essentiellement dans le cadre de ce programme d'actions et sur la base du seul volontariat des acteurs locaux concernés et par l'engagement de moyens d'animation et de financements particuliers que des objectifs plus ambitieux favorisant la biodiversité pourraient être recherchés et atteints.

Dans le cadre de la « **règlementation boisement** », également citée comme pouvant « déboucher sur un cadre propice au développement des boisements, en articulation avec d'autres enjeux d'aménagement et de développement », le Département s'est engagé à prendre en compte dans sa délibération de cadrage, adoptée le 17 décembre 2012, les objectifs de protection de l'environnement et de la biodiversité sur les différentes thématiques suivantes :

- la prise en compte de l'accroissement des superficies boisées dans le département et de son intérêt pour la production de bois d'œuvre, la biodiversité, la filière bois énergie, le stockage de CO<sub>2</sub>, ainsi que des objectifs des différents plans de boisement ;
- la préservation de certains milieux et paysages remarquables (zones humides, marais, bocage, coteaux calcaires, dunes...) ;
- la préservation ou la reconstitution des corridors écologiques (trame verte et bleue, espaces naturels sensibles, cœurs de nature) en intégrant les schémas existants ;
- la prise en compte des besoins liés à la protection de la ressource en eau (protection des captages, protection des cours d'eau...).

Par ailleurs, dans cette délibération de cadrage il est mentionné que « les mesures d'interdiction ou de réglementation » ne seront pas applicables aux boisements linéaires (ligne d'arbres, haies, ripisylves) ou à l'installation de sujets isolés. Ces mesures ne seront également pas applicables à l'agroforesterie.

Ces dispositions peuvent être déclinées localement à la demande des conseils municipaux.

#### **Au titre des infrastructures routières :**

Le Département a développé un outil de gestion différenciée des bords de route qui apporte ses premiers résultats et qui sera conforté afin d'amplifier voire d'améliorer les fonctionnalités écologiques des bords de route (sur les aspects flore et faune).

En plus du réseau routier, le Département aménage des voies vertes dont il cherche à développer les composantes liées à la biodiversité afin que celles-ci jouent un rôle de corridor écologique.

#### **Au titre de ses politiques volontaristes :**

##### **L'Opération Grand Site**

L'Opération Grand Site que le Département mène sur le Grand Site National des 2 Caps avec ses différents partenaires concourt également à la réalisation du SRCE. Cet outil pourrait s'appliquer à d'autres secteurs de la Région.

##### **Le rétablissement de la libre circulation piscicole**

Lors de sa réunion du 21 février 2005, le Conseil Général a décidé la mise en place d'un programme départemental d'aide financière pour les aménagements de barrages favorisant la restauration de la libre circulation piscicole. Ce programme a permis et permet de résorber les points de conflits fluviaux identifiés au SRCE.

##### **La restauration et la gestion durable des cours d'eau et la remise en état des cours d'eau non domaniaux**

Dans le cadre de sa politique de l'eau, le Conseil Général a souhaité soutenir les collectivités qui s'engagent dans la reconquête et le maintien de la qualité écologique des rivières.

Le Conseil Général a également arrêté le principe d'un programme de remise en état des cours d'eau non domaniaux dont l'objectif premier est l'amélioration de l'écoulement des eaux.

Ces programmes favorisent la réalisation de la trame bleue.

##### **Le programme Oxygène 62**

Le Département soutient financièrement la réalisation de projets de boisement réalisés par les communes ou groupements de communes ainsi que des travaux d'aménagements légers des bassins versants (fascines, bandes enherbées, plantations linéaires...).

Le projet de SRCE soumis à l'avis du Conseil Général constitue un document très complet. Si l'avis du Département est globalement favorable, il est néanmoins assorti d'un certain nombre de remarques portant sur les conditions de la mise en œuvre des aspirations qu'il contient.

La multiplication des schémas issus du Grenelle provoque une inquiétude des acteurs (monde économique, élus ...) du territoire. Il s'agit donc de prendre garde à ce que la préservation de la biodiversité soit prise en compte dans les projets à sa juste valeur pour un développement équilibré du territoire.

Les objectifs doivent être mesurés en terme de faisabilité, et donc être adossés à une véritable perspective politique déclinée en terme de fiscalité. La part départementale de la Taxe d'Aménagement et de la Taxe de francisation des navires pour le Conservatoire du Littoral sont les leviers incontournables d'une action efficace, pérenne et complète pour la constitution et la gestion des cœurs de biodiversité dans un contexte de remise en question des autres dispositifs financiers dédiés (CPER, FEDER). Les questions de



l'opérationnalité, de la concrétisation, de la réalisation de cette infrastructure écologique sur le territoire et de sa fonctionnalité, de l'intégration de celle-ci dans les projets de développement doivent donc être posées.

Le Conseil Général est un acteur incontournable. Il peut, en effet, procurer un contenu plus précis et opérationnel aux préconisations du SRCE qui pourrait davantage prendre en compte les trames d'ores et déjà constituées par les deux Conseils Généraux grâce aux politiques qu'ils ont développées dans le cadre de leurs compétences propres (ENS notamment).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet de Région, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président du Conseil Général



Dominique DUPILET

Copie adressée à M. Daniel PERCHERON, Président du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais